



Les installations du Centre de Turin

Situé dans un beau parc s'étendant sur la rive gauche du fleuve Pô, le campus offre un environnement agréable pour les études et la vie quotidienne.

- Il comprend 21 pavillons qui hébergent: des salles de classe modernes et bien équipées; des salles de conférence et de réunion dotées d'installations pour l'interprétation simultanée en plusieurs langues; un centre de documentation informatisé et relié à diverses banques de données.

Le campus dispose de 287 chambres avec salle de bain, téléphone, accès gratuit à l'Internet et télévision par câble. Il propose en outre:

- un bureau de réception ouvert 24 heures sur 24;

- un restaurant, un libre-service et un bar tenant compte des exigences alimentaires;
- une banque;
- une agence de voyages;
- un service de buanderie;
- un bureau de poste;
- un point d'accès à l'Internet;
- une salle de récréation;
- un gymnase et plusieurs terrains de sport;
- un service médical.

Des activités sociales sont régulièrement organisées sur le campus et en dehors afin de permettre aux participants de cultures et origines différentes de tirer profit de cet environnement international enrichissant.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter

Centre international de formation de l'OIT
Programme des analyses, recherches et statistiques sur l'emploi
Viale Maestri del Lavoro, 10
10127 Turin - Italie

Mme Arianna Piutti
E-mail : a.piutti@itcilo.org.
Tél. : +39 011-693 6757
Fax : +39 011-6391908



Copyright © Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail, 2015. Tous droits réservés.
Projet graphique : Luca Fiore - Imprimé par le Centre international de formation de l'OIT, Turin, Italie

Réalisé avec un papier porteur du Label Ecologique Européen, N° d'enreg. FR/O11/002, fourni par International Paper.



A908138

Université d'été sur l'économie du travail pour le développement

13 – 17 juillet 2015
Turin, Italie



Centre international de formation

Université d'été sur l'économie du travail pour le développement



Motivations

Dans ses initiatives visant à promouvoir le travail décent à travers le monde, l'OIT souligne qu'il importe de disposer de politiques globales et cohérentes pour accroître le nombre et la qualité des emplois. Son Agenda global pour l'emploi propose la vision d'une croissance riche en emplois et de l'utilisation de politiques du marché du travail en vue d'appuyer la création d'emplois meilleurs et plus nombreux.

Cet agenda reconnaît l'existence de différences fondamentales entre les marchés du travail des pays en développement et ceux des pays développés. En particulier, les marchés du travail des pays en développement sont généralement caractérisés par une main-d'œuvre en croissance rapide et par des niveaux de chômage relativement faibles mais accompagnés de niveaux de sous-emploi élevés. La grande majorité des travailleurs sont employés dans les économies urbaine informelle et rurale. En conséquence, la productivité du travail est faible, ce qui induit l'insuffisance des salaires et des taux élevés de pauvreté parmi les travailleurs. Par contre, les principaux problèmes que rencontrent les économies avancées sont un taux de chômage élevé, le vieillissement de la population et la précarité de l'emploi.

Ces mêmes différences se sont également manifestées pendant la crise financière mondiale de 2007-2009. Si cette crise a frappé plus vite les économies avancées, comme l'a indiqué la hausse du chômage, le manque de protection sociale (et donc de mécanisme de stabilisation automatique) des pays en développement a signifié que la récession a eu pour ces derniers des implications lourdes de conséquences à long terme sur le plan de l'augmentation du chômage et de la pauvreté. D'un pays à l'autre, la diversité de l'impact subi par les marchés du travail reflète les différences entre les institutions, les problèmes préexistants et la capacité des gouvernements de répondre à la crise grâce à des programmes de relance et d'autres mesures de politique générale. Des différences fondamentales sont également évidentes dans l'organisation et la gouvernance des marchés du travail. Dans les pays en développement, en l'absence de toute structure de l'offre de main-d'œuvre (personnes en quête de travail) et de la demande de main-d'œuvre (offres d'emplois dans les secteurs public et privé), le rôle des politiques et des institutions du marché du travail diffère de celui qu'elles jouent dans les pays avancés. Les institutions qui déterminent les rémunérations, les salaires minimaux, les politiques du marché du travail et les services pour l'emploi exigent tous une forme d'organisation collective de l'offre et de la demande, souvent absentes dans les pays en développement ou n'existant que dans le segment formel réduit de leur système économique. Pour cette raison, les politiques qui cherchent à remédier à des disparités qualitatives (par exemple les services pour la formation ou les services publics de l'emploi) ont peu de chances d'être efficaces. Le Pacte mondial de l'OIT pour l'emploi reconnaît la nécessité d'apporter une réponse globale à la crise.

Cela dit, des données récentes indiquent qu'en dépit des contraintes techniques et budgétaires, les pays en développement formulent et mettent en œuvre, dans le domaine du marché du travail, un ensemble d'institutions et de politiques qui diffèrent

souvent de celles sur lesquelles s'appuient les pays de l'OCDE. En Inde, les dispositifs de garantie de l'emploi au bénéfice des chômeurs et des travailleurs sous-employés constituent un exemple d'approche radicalement différente des politiques actives du marché de l'emploi.

Toutefois, en dépit de toutes les recherches et de tous les discours des décideurs de ces dernières années, des questions considérables se posent encore concernant l'application de l'économie du travail au contexte d'un pays en développement. En particulier, l'économie du travail classique (rapport offre/demande régulé par le coût du travail) est-elle appropriée à l'analyse des problèmes de marché du travail que connaissent les pays en développement ? Comment les politiques relatives au marché du travail, qui supposent généralement la possibilité d'influer sur l'offre et la demande en vue d'une meilleure harmonisation de l'emploi, peuvent-elles être efficaces dans ces pays ? Les débats sur les effets dissuasifs des allocations de chômage ou sur l'impact des législations « rigides » de protection de l'emploi sur la création d'emplois sont-ils pertinents ? Comment peut-on renforcer les politiques et les institutions pour aider les pays à réagir aux crises ?

L'Université d'été sur l'économie du travail pour le développement, organisée conjointement par le Secteur de l'emploi de l'OIT et par le Centre international de formation de l'OIT, établit une plate-forme de débats et de partage de connaissances sur ces questions.



Objectifs du cours

Les objectifs à court terme et à plus long terme sont les suivants :

- L'objectif immédiat est d'apporter aux participants une solide compréhension des problèmes clés du marché du travail dans les pays en développement et du rôle des politiques et des institutions relatives au marché du travail dans ces systèmes économiques, y compris en termes de réponses de politique générale à la crise mondiale de l'emploi.
- L'objectif à plus long terme est de contribuer, dans les pays en développement, à l'adoption de politiques du marché du travail et de l'emploi plus efficaces grâce à la conception de stratégies appropriées en matière de réglementations, d'institutions et de politiques relatives au marché du travail.



Déroulement du cours

Ce cours d'une durée de cinq journées combinera des conférences données par des experts et des praticiens de l'OIT et d'autres organisations internationales avec un travail de groupe sur les problèmes actuels du marché du travail. Le cours se déroulera dans un contexte d'interactivité facilitée : au cours des sessions, une participation active sera encouragée en vue de favoriser le partage d'expériences. Les sessions participatives consisteront à analyser un certain nombre de problèmes liés à l'emploi et à tenter de parvenir à des propositions en termes de politiques et de programmes.



Public cible

Ce cours s'adresse aux institutions, aux personnes, aux spécialistes des politiques et aux organismes donateurs qui sont impliqués dans la recherche, l'analyse des politiques, les conseils de politique générale et la gestion de programmes en relation avec l'emploi et le marché du travail dans les pays en développement.



Langue

Le cours sera donné en anglais et en français (une interprétation simultanée est prévue), et une bonne maîtrise de l'une ou l'autre de ces langues sera donc indispensable.



Coût

Le coût de ce cours d'une semaine est de **2.100 euros** par participant. Ce montant inclut le **coût de la formation** (matériel de formation et autres coûts afférents aux conférences) et les **frais de séjour** (hébergement en pension complète sur le campus du Centre de Turin). Il couvre également les soins médicaux mineurs, l'assurance et les activités socio-culturelles occasionnelles.

L'OIT pourra attribuer un nombre limité de bourses, qui couvriront partiellement ou en totalité le coût de la participation. Si leur demande est admissible, les premiers postulants seront prioritaires. Renseignez-vous sans tarder !

Il incombe aux participants d'obtenir tous les visas nécessaires pour pénétrer dans l'espace de Schengen et de couvrir le coût de leur voyage, y compris les transferts en provenance et à destination de l'aéroport.



Description du cours

Le cours s'articulera autour des quatre modules suivants :

Module 1 : Les marchés du travail dans les pays en développement

Ce module examinera les problèmes du marché du travail dans les pays en développement dans le contexte des tendances macroéconomique et de la contagion de la crise économique et financière mondiale. Il présentera aux participants des données relatives à l'impact des politiques macroéconomiques sur les marchés du travail dans les pays en développement et évoquera les problèmes de création d'emplois tels qu'ils se présentent dans ces pays. Il étudiera aussi les relations clés existant entre les résultats obtenus sur le marché du travail et les objectifs du développement, y compris la croissance et la lutte contre la pauvreté, dans le contexte de l'Agenda pour le travail décent de l'OIT.

Module 2 : L'économie du travail

Ce module présentera aux participants différents modèles d'économie du travail et offrira une plate-forme de discussion de leur adéquation aux contextes de pays en développement. En commençant avec des modèles classiques de demande et d'offre de travail, le module présentera aux participants les avancées récemment effectuées dans ce domaine, comme les modèles de recherche d'emplois et de marchés du travail segmentés.

Module 3 : Politiques et institutions du marché du travail

Les politiques et institutions du marché du travail jouent un rôle important dans les pays pauvres comme dans les pays riches, même si leur impact peut varier en fonction du niveau de développement et de la qualité de la gouvernance. Ce module soulignera l'importance des réglementations, des institutions et des politiques du marché du travail pour le fonctionnement de celui-ci et évoquera les controverses qui entourent ce thème, en posant la question de savoir ce qui est efficace en fonction des circonstances. Après un débat général sur le rôle de la réglementation du travail, le module abordera spécifiquement le rôle des mécanismes de fixation des salaires, de la protection sociale, des politiques actives du marché du travail et de la négociation collective.

Module 4 : Les questions clés

L'analyse de certains phénomènes clés dans les marchés du travail de pays en développement exige de dépasser une compréhension étroite des problèmes du marché du travail et de faire intervenir des considérations macroéconomiques et sociales, ainsi que l'impact d'une multitude d'institutions et de politiques. Ce module présentera des problèmes transversaux, comme ceux de l'informalité, de la migration et des échanges commerciaux, qui ont des implications pour les politiques et les institutions du marché du travail, mais aussi pour le développement dans sa globalité.



Candidatures et contacts

Les personnes désireuses de participer à cette université d'été doivent nous faire parvenir un formulaire de candidature en ligne dûment complété, accompagné d'une lettre de confirmation de soutien financier.

Vous être prié de cliquer sur le lien hypertexte ci-dessous ou de l'insérer dans la fenêtre de navigation de votre ordinateur :

<http://intranetp.itcilo.org/STF/A908138/fr>

La date limite pour l'envoi des demandes d'inscription est le **29 mai 2015**. Il est vivement recommandé de les faire parvenir assez tôt, étant donné que l'admission s'effectue par voie de concours, que le nombre de places est limité et que le traitement des demandes de visa pour l'espace de Schengen peut être long. L'admission est provisoire et suspendue à l'attestation d'un financement complet et à l'approbation de l'équipe du cours. Veuillez noter que nous devons avoir reçu ces deux documents pour vous inscrire au cours, le seul formulaire de candidature n'étant pas suffisant.